

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

POUR LA PUBLICITÉ

S'ADRESSER, 26, RUE DROUOT
À L'HÔTEL DU « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^o
8, place de la Bourse

SOMMAIRE

Syndicats, grèves et fonctionnaires : Comte d'Haussonville, de l'Académie française.
L'œuvre de M. Alfred Picard : G. D.
L'agitation syndicaliste : Echec de la grève des postes. — Menaces révolutionnaires.
La Chambre : Les Conseils de guerre : P. PERDUS.
La Vie hors Paris : Suzanne Després à Constantinople : Louis CHEVREUSE.
Les fêtes de Jeanne d'Arc : Ch. DAUZATS.
Une mystérieuse affaire.
Les Théâtres : Théâtre de l'Opéra : Rentrée de M. Rousselle dans « La Valkyrie ». — Théâtre de la Gaîté : Reprise du « Prophète » : ROBERT BRUSSEL.

Syndicats, Grèves
et Fonctionnaires

Ecrire en pleine crise un article de doctrine à quelque chose qui frise le ridicule. On ritait avec raison d'un officier d'artillerie qui, sur le champ de bataille, entreprendrait un cours de balistique. La bataille est aujourd'hui engagée entre l'Etat et un groupe de ses agents en révolte. Il faut que l'Etat triomphe.

Sans doute ceux qui le représentent sont peu dignes de cet honneur, et je sais tout ce qu'on peut dire contre eux. Sans doute un cabinet dont le chef a attendu pour passer de l'autre côté de la barricade qu'il fût président du Conseil, dont le garde des sceaux a préconisé la grève générale, et dont le ministre du travail s'est toujours hautement déclaré socialiste, manque absolument, pour soutenir cette lutte, d'autorité morale. Ce la crise aiguë à laquelle nous sommes arrivés ne soit que la résultante de longues années d'incohérence et de faiblesse dont plusieurs ministères successifs sont responsables, que les capitulations d'hier aient mal préparé la résistance d'aujourd'hui, que certains griefs des postiers paraissent légitimes et que le terrain du combat ne soit pas des mieux choisis, cela est incontestable; mais tout cela n'empêche pas qu'il faut que l'Etat ait le dernier mot. L'Etat c'est nous, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde. Il n'est pas admissible qu'il entre en composition avec ses serviteurs et ceux qui voudraient le voir représenter d'une façon plus personnelle et plus élégante qu'il ne l'est aujourd'hui (ce qui n'est pas difficile), ceux-là doivent souhaiter plus ardemment encore que d'autres qu'il ne subisse aucune humiliation et ne sacrifie aucune de ses prérogatives. Berryer a prononcé sur ce point une magnifique parole : « Défendons l'héritage dans l'intérêt de l'héritier. » Plus on fait des vœux pour l'héritier, plus il faut défendre l'héritage; plus il faut souhaiter que la victoire reste à l'Etat.

Cette victoire aura un lendemain. Quand les fumées de la bataille seront dissipées, il faudra chercher les causes qui ont amené le conflit, et surtout les moyens d'empêcher qu'il ne se renouvelle. Au mal qui a éclaté tout à coup dans notre organisme administratif il faudra trouver un remède.

Une des causes principales de la crise réside dans l'existence d'une législation incohérente, faite de pièces et de morceaux qui ne s'ajustent pas et dont l'expérience a révélé l'insuffisance. Cette législation est si confuse qu'il est d'abord nécessaire de la préciser.

Beaucoup de braves gens qui parlent de ces questions sans les connaître (le cas est fréquent en toute matière) distinguent entre le syndicat et l'association. Ils se figurent que le syndicat implique le droit de grève et que l'association implique la renonciation à ce droit. Aussi refusent-ils aux fonctionnaires le droit de se constituer en syndicat, et leur accorderaient-ils volontiers le droit de se constituer en association.

Je laisse de côté la question spéciale aux fonctionnaires, sur laquelle je reviendrai tout à l'heure; mais cette distinction qu'on établit entre syndicats et associations n'est pas fondée en droit pur. Ni la loi du 21 mars 1884, qui est la chartre des syndicats, ni la loi du 1^{er} juillet 1901, qui est la chartre des associations, n'ont rien à voir avec la grève.

Le mot n'est prononcé ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux lois. Le droit de grève est réglementé, d'une façon très insuffisante, nous l'allons voir, par la loi sur les coalitions qui date du 27 mai 1864. C'est un droit qui appartient à tous les travailleurs, et dont ils font parfois usage sans appartenir pour cela à un syndicat ou à une association quelconque.

Par contre, tel syndicat ou telle association peut, par sa composition ou son but, exclure toute idée de grève, — ainsi les syndicats agricoles ou les associations littéraires. Le droit à la grève est donc un droit distinct aussi bien du droit syndical que du droit d'association. Il n'y a point de lien nécessaire entre ces différentes idées.

Quelle est donc la différence entre le syndicat et l'association? Le syndicat, au moins dans sa forme légale, date de 1884. En 1884 subsistait encore ce fameux article 294 du Code pénal d'après lequel le fait même de l'association était un délit pour tous les citoyens. Par un privilège exorbitant, le droit d'association fut reconnu aux personnes exerçant une profession ou un métier « concourant à l'établissement

de produits déterminés ». Aux associations professionnelles ainsi constituées fut reconnu le droit de « se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts ». Mais à ce privilège d'exister, auquel la loi en ajoutait certains autres, certaines restrictions, entre autres celle-ci qu'il fallait exercer effectivement une profession ou un métier, et que, par conséquent, des individus étrangers à toute profession ou ayant quitté l'exercice de la profession exercée par eux ne pouvaient faire partie d'un syndicat. Telle est très brièvement résumée la législation syndicale.

La législation qui régit les associations est tout autre et infiniment plus large. Si la loi de 1901 ne contenait un titre détestable, celui qui est relatif aux congrégations, elle constituerait dans notre droit public un progrès considérable. En effet, elle reconnaît pour les citoyens le droit de s'associer, que le but qu'ils poursuivent soit économique ou purement moral, et elle n'exige entre les associés d'autres liens que ceux qu'ils entendent créer entre eux par l'association même. De plus elle reconnaît aux associations qu'on appelle déclarées, c'est-à-dire qui ont opéré à la préfecture le dépôt de leurs statuts et donné le nom de leurs administrateurs, deux droits importants : celui de posséder un capital mobilier qui n'est pas limité et celui de posséder également des immeubles « strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent ».

L'association vit donc sous un régime beaucoup plus large que le syndicat, quant à sa composition et quant à ses droits immobiliers. Le seul privilège du syndicat c'est que, sinon la loi qui n'en dit rien, du moins la jurisprudence lui reconnaît le droit de recevoir des dons et legs sans autorisation, tandis que pour les associations l'acceptation des dons et legs est soumise à la formalité de la reconnaissance d'utilité publique et de l'autorisation pour chaque don et legs en particulier.

Cela étant, pourquoi maintenir ces deux lois dont l'une est une loi spéciale, l'autre une loi générale et ne pas les fondre en une seule qui serait la charte aussi bien des syndicats que des associations. Les syndicats auraient tout à y gagner, et les associations aussi, car il faudrait insérer dans cette loi les dispositions les plus libérales de la loi sur les syndicats, entre autres celle relative aux dons et legs. Mais il faudrait, mais entendre, non seulement maintenir mais fortifier la disposition de la loi sur les associations qui prohibe les associations formées en vue d'un but illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui auraient pour but de « porter atteinte à l'intégrité du territoire national ».

Ces derniers mots sont trop vagues; « à la défense nationale » vaudrait mieux, et l'insertion de ces mots dans la loi permettrait de poursuivre et dissoudre les associations antipatriotiques, de quelque prétexte qu'elles se couvrent.

Resterait à réglementer le droit de grève. Ce droit, redisons-le, n'a rien à faire avec le droit syndical ou le droit d'association. Il est réglementé par la loi sur les coalitions. Or l'expérience démontre l'insuffisance de cette loi. Elle n'apporte aucune limitation au droit de grève. Elle se borne à punir les manœuvres frauduleuses ainsi que les atteintes à la liberté du travail, et encore sur ce chef les dispositions protectrices de la loi n'ont-elles été dans ces derniers temps singulièrement affaiblies. C'est tout à fait insuffisant. Si respectables que soient les intérêts particuliers, l'intérêt général doit cependant primer. Il est inadmissible qu'une grève comme celle des postiers et des télégraphistes vienne, du jour au lendemain, suspendre la vie nationale et isoler la France du reste de l'Europe, ou qu'une grève des chemins de fer vienne, à un moment donné, mettre en péril la défense nationale, ou même l'alimentation d'une grande ville. Toute grève de cette nature devrait être interdite par la loi, avec des pénalités sévères contre ceux qui la tentent. Ceux qui s'engageraient dans les postes, les télégraphes ou les chemins de fer sauraient à l'avance qu'en changeant des avantages que ces deux carrières confèrent, ils renonceraient à un droit. On ne peut pas tout avoir.

Une loi ainsi conçue marquerait un progrès dans la voie de la liberté en supprimant certaines restrictions mesquines au droit d'association et assurerait en même temps au pays la sécurité à laquelle il a droit. Il est intolérable que, sous prétexte d'augmentation des salaires, des appétits immodérés viennent chaque jour troubler cette sécurité.

Resterait à régler par une loi spéciale la situation des fonctionnaires. Ils ont droit assurément à être garantis contre l'arbitraire et le favoritisme, deux plaies qui sont de tous les temps, mais qui jamais ne s'étaient étalées aussi cyniquement que de nos jours. La fonction pourrait être, à partir d'un certain échelon, la propriété du fonctionnaire, comme le grade est la propriété de l'officier, et il ne pourrait être privé de cette propriété que dans certains cas et suivant une procédure déterminée. De même l'avancement serait réglé suivant une part faite à l'ancienneté et au choix, avec cependant une large part laissée au choix, car il ne faut pas trop lier les mains à l'Etat. Mais, en échange du sacrifice qu'il ferait de son omnipotence, l'Etat aurait le droit de poser ses conditions à ceux qui s'engageraient à son service. Quelles pourraient être ces conditions?

L'Etat devrait-il interdire à ses fonctionnaires de faire partie d'aucune association, de quelque nom qu'on la baptise, syndicat ou autre. Ce serait excessif. Une association de fonctionnaires ayant pour but exclusif de veiller aux intérêts corporatifs, d'améliorer la situation de ses membres, de prendre même la défense de leur situation particulière est en soi quelque chose de parfaitement légitime. Une enquête conduite par un grand journal du soir a montré que des associations de ce genre avaient été créées à l'étranger sans que les services publics aient eu à en souffrir. Celles qui existent, dans notre pays même, sous le nom d'Amicales ne paraissent point avoir eu d'inconvénients. Mais l'Etat aurait le droit d'exiger que ses agents n'adhèrent à aucune association dont les statuts n'auraient pas été agréés par lui, et les statuts de ces associations, auxquels l'Etat aurait donné en quelque sorte son estampille, devraient exclure tout et tout le droit de grève. A cette législation nouvelle, l'Etat d'un côté, les fonctionnaires de l'autre, trouveraient leur compte et ce qui est bien quelque chose, le public aussi. Ce bon public toujours si patient, serait garanti contre d'intolérables perturbations.

Refondre et amalgamer les trois lois sur les coalitions, les syndicats et les associations créées en même temps un statut des fonctionnaires, serait un travail législatif considérable. Le Parlement actuel est-il capable de l'entreprendre? Je ne me fais sur ce point aucune illusion. Déconsidéré et moribond, à supposer qu'il eût le temps, il n'a pas la volonté nécessaire, et ce ne sont pas seulement le temps et la volonté, ce seraient encore les chefs qui lui feraient défaut.

Pour entreprendre une pareille réforme, pour substituer à notre législation incohérente une législation libérale, hardie, mais en même temps respectueuse des garanties nécessaires à l'ordre public, il faudrait des hommes purs de tout passé révolutionnaire, à qui l'on ne puisse pas reprocher d'avoir encouragé ce qu'ils répriment aujourd'hui. Il faudrait toute une orientation nouvelle de la politique générale et de ferme propos de ne pas s'inquiéter des ornières révolutionnaires. Peut-être même faudrait-il un changement de régime et...

Mais je m'arrête, car je sens que je vais devenir inconstitutionnel.

Comte d'Haussonville,
de l'Académie française.

Échos

La Température

Le froid que nous subissons depuis quelques jours ne fait que s'accroître davantage. Hier, en banlieue parisienne, les minima se sont abaissés à 1^e, avec gelée blanche. Cependant, le ciel reste beau, un peu nuageux, les vents sont très modérés, le soleil brille du plus vif éclat; néanmoins, il fait froid et l'on éprouve la sensation, tout à fait anormale pour la saison, d'un léger frisson d'hiver.

Le thermomètre, naturellement en baisse, marquait hier, vers sept heures du matin, 6^e au-dessus de zéro et 15^e à cinq heures du soir. La pression barométrique accusait, à midi, 765^{mm}. Une aère anticyclonique couvre l'Angleterre et le nord de la France.

Des pluies sont tombées sur le nord et le centre du continent. En France, on n'en signale que vers le littoral de la Méditerranée, à Nice, Marseille et Perpignan.

La température s'est aussi abaissée sur presque toute l'Europe.

Départements, le matin. Au-dessus de zéro : à Belfort, 6^e; à Nancy, 7^e; à Dunkerque, à Boulogne, à Lorient, à Clermont et à Charleville, 8^e; à Lyon, à l'île d'Aix, au Mans, à Limoges et à Brest, 9^e; à Cherbourg et à Besançon, 10^e; à Bordeaux, 11^e; à Ouessant, 12^e; à Marseille, 13^e; à Biarritz et à Toulouse, 14^e; à Cette et à Orlan, 15^e; à Alger, 20^e; à Cap-Béarn.

En France, le temps va rester beau et frais.

(La température du 14 mai 1908 était, à Paris : 11^e au-dessus de zéro le matin et 18^e l'après-midi; baromètre : 759^{mm}; temps frais.)

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses au Tremblay. — Gagnants du *Figaro* :

Prix Winkfield : Mlle Chouchoute; Wagonnette II.
Prix Mowerina : Silver Streak; Joie.
Prix Emma : Compagnon; Prince Albert.
Prix Melbourne : Hertré; Cadet.
Prix West-Australian : Arago.
Prix Solon : La Merveille; Venitien.

UN EXEMPLE

Il n'a guère été question dans nos journaux, cette semaine, que des postiers. La grève des postiers fut l'unique affaire, l'unique souci de Paris, et toute actualité s'est effacée devant celle-là. Aussi a-t-on prêté une attention distraite à certaines paroles, pourtant fort intéressantes, prononcées il y a deux jours dans une maison que les nécessités de la grève venaient de transformer en bureau de poste : à la Chambre de commerce de Paris.

Ces paroles furent dites par un grand industriel parisien, M. Philippe Monduit, récemment élu président de la Chambre en remplacement du regretté Georges Lefebvre, et que venait officiellement installer en ces hautes fonctions M. Cruppi.

M. Monduit avait un discours à prononcer, suivant l'usage; on eût pu s'attendre à n'y trouver que les propos optimistes et bénins dont, en pareille circonstance, le nouvel élu, satisfait de sa victoire, est ordinairement enclin à saluer le représentant du gouvernement. Le nouveau président n'a pas pensé que l'agréable solennité de cette cérémonie le dispensait de faire entendre au ministre qui l'installait certaines

vérités utiles; et ce qu'il fallait dire, il l'a fort bien dit.

Son discours ne fut pas un discours d'opposition le moins du monde; et M. Philippe Monduit tint d'abord à affirmer qu'en se substituant pour quelques jours à une administration désorganisée la Chambre de commerce avait moins eu le souci de se rendre égoïste et service à elle-même que de soutenir contre l'anarchie les pouvoirs publics menacés.

C'est également à côté du gouvernement et d'accord avec lui que, tout récemment, la Chambre de commerce de Paris se flattait de résister à certaines tendances, dangereusement protectionnistes, de la commission de douanes, et de défendre contre elle les intérêts compromis de notre commerce extérieur.

Mais s'ensuit-il que du programme économique et fiscal du gouvernement toutes les parties soient considérées par cette compagnie comme également dignes d'être approuvées et défendues?

Nullement. Et avec beaucoup de dignité et la plus courtoise franchise le nouveau président l'a déclaré : le projet d'impôt sur le revenu a été énergiquement combattu jusqu'ici par la Chambre de commerce. Il continuera de l'être. M. Georges Lefebvre avait engagé ce bon combat. M. Ph. Monduit prendra demain, à la tête des mêmes troupes, la place du chef disparu. Ce projet, a dit le président de la Chambre de commerce, « serait désastreux pour la France, et nos protestations réunissant dans un même faisceau indissoluble non pas seulement la grande industrie et le grand commerce, mais l'universalité de la petite industrie et du commerce de détail, nous ne pouvons croire que le gouvernement renoncé par nous, monsieur le ministre, qui êtes notre défenseur naturel, ne tienne pas compte d'un mouvement d'opinion aussi puissant et aussi général ».

On ne saurait unir plus de déférence à plus de fermeté, et la Chambre de commerce de Paris donne là un salutaire exemple. Elle l'a donné de tout temps, cet exemple-là. Ni transigence, ni servilité... Ce pourrait être la devise de cette sage compagnie, depuis cent ans. Ce n'est-ce pas de toutes les assemblées dont dépend notre fortune?...

A Travers Paris

M. Pugliesi-Conti a l'intention de déposer, lundi prochain, sur le bureau de la Chambre la proposition suivante : « La Chambre, convaincue de son impuissance, invite le gouvernement à demander au Président de la République d'user du droit de dissolution que lui confère l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875. »

Voilà une idée qui n'a aucune chance d'être adoptée. Si même la Chambre avait cette conviction de son impuissance, ses membres ont pour ne point demander la dissolution plus d'un motif. Que disons-nous plus d'un? Ils en ont quinze mille.

Sur la route, chaude et poudreuse qui rampe dans la plaine vers les Pyrénées, dont les sommets blancs scintillent sur le ciel bleu, un de nos amis, actuellement à Pau, où il suit les expériences d'aviation de Paul Tissandier, rencontre un facteur; c'est un Béarnais, robuste, alerte; vêtu de toile, le béret sur la tête, les épaulettes aux pieds, il s'en va à grandes enjambées, soutes et pressées.

Un salut, un mot, et tout naturellement, le Parisien, un peu inquiet des nouvelles que les journaux apportent de Paris, parle grève, questionne, s'étonne.

— Eh quoi! vous ne faites pas grève? — Faire grève! riposte le facteur qui semble surpris par l'interrogation. Faire grève!!!... Hé bé, continue-t-il avec cet accent méridional qui donne aux mots tant de saveur, la grève, monsieur, ça va bien quand on n'a rien à faire!

Et montrant son sac tout gonflé de courriers.

— Mais pour l'instant, monsieur, ce n'est pas possible. Nous avons trop de travail!

L'Académie française a décerné l'un de ses prix Montyon au très spirituel dessinateur Ferdinand Bac, pour son livre si intéressant, *Vieilles Allemandes*. C'est, paraît-il, la première fois qu'une récompense de ce genre est accordée par l'illustre compagnie à un artiste qui, d'autre part, relèverait aussi de l'Académie des beaux-arts : et voilà ce que c'est que d'avoir « un gentil bout de plume à son crayon ».

L'idée ingénieuse d'exploiter au profit d'une œuvre charitable des plus délicates la curiosité certaine des gens de goût pour une demeure seigneuriale parisienne aussi somptueuse que l'ancien hôtel de Sagan, a obtenu hier le plus grand succès.

De dix heures du matin à six heures du soir, une foule des plus élégantes et sans cesse renouvelée a défilé dans les salons à qui elle a semblé donner leur air de grand accueil.

Rapportons à ceux qui n'ont pu hier avoir le spectacle de cette visite, que l'hôtel de Sagan, 57, rue de l'Université, reste ouvert aujourd'hui dans le même but, aux mêmes conditions et aux mêmes heures.

Les Invalides des chevaux de Paris.

Tous ceux qui ont été émus de quelque pitié à la vue de certains chevaux vieux, malades, exténués, que l'on use jusqu'à ce qu'ils tombent d'épuisement, applaudiront à la touchante initiative que nous signale M. Lepinay, fondateur et secrétaire général de l'Assistance aux animaux.

— Nous allons ouvrir, nous dit-il, un premier asile pour vieux chevaux. D'autre part notre société, dans le désir de faire donner plus de protection au che-

val non encore en âge d'entrer à ces « Invalides », vient de créer un bon-récompense que l'on remettra comme gratification aux cochers, charretiers, livreurs conduisant avec douceur les animaux qui leur sont confiés...

Frais de justice.

L'automobile d'un de nos amis a été récemment arrêtée par un agent zélé qui constata officiellement l'extinction de la lanterne arrière.

Poursuivi comme il convient, notre ami se vit condamner à une modique amende de 1 fr. 25. Il se réjouissait en son cœur lorsque hier il reçut l'avis d'avoir à payer 13 fr. 75 au percepteur spécial qui siège au Palais de Justice.

L'amende était bien cependant de 1 fr. 25. Mais les divers à côté : timbres, expéditions, frais de jugement, etc., se montaient à 12 fr. 50, soit 900 0/0 du principal.

La justice est gratuite en France, dit un conte de fées...

MUSIQUE DE CHAMBRE

Le bon poète académique
Inspiré, trépidant, nerveux,
Fourrageant, d'un geste comique,
De ses dix doigts ses trois cheveux.

Il me dit : « Un projet m'enchantait.
Puisque la Chambre est à présent
Le dernier salon où l'on chante,
Je m'en vais lui faire un présent !

Qu'est-ce, au fond, qui met mal à l'aise
Nos députés ? C'est que, butés,
Les uns chantent la Marseillaise,
D'autres, des airs moins réputés.

Alors, c'est la cacophonie !
Et bien loin d'adoucir les mœurs,
Leur musique sans harmonie
N'est plus qu'un combat de clameurs !

Moi, de tous leurs hymnes contraires
Je veux bâtir une chanson
Que tous, en chœur, comme des frères,
Pourront chanter à l'unisson.

La note vaut mieux que la phrase
C'est pour l'instant un bon terrain !
Il ajouta, non sans emphase :
« Écoutez plutôt ce refrain :

Aux armes, citoyens ! Prends ton fusil, Grégoire !
Nos maîtres sont partis, formez vos bataillons !
C'est la lutte finale et la garde pour boire :
L'Internationale, adieu nos sillons ! »

Louis MARSOLEAU.

Aujourd'hui, à l'hôtel Drouot, M. Lair-Dubreuil, assisté des experts Féral et Mannheim, vendra les tableaux et les faïences des Della Robbia, composant la collection de feu l'abbé Le Monnier.

Chez l'éditeur Lemerre viennent de paraître *Vingt poèmes en prose*, par M. Marcel de Malherbe. Dans cet ouvrage dont le *Figaro* a signalé déjà le rare mérite, les qualités de force et de délicatesse s'unissent à celles du charme et de l'originalité.

Il sera lu avec empressement par tous les lettrés.

Envelopper de dehors agréables un fonds de sérieuses qualités, ne voilà-t-il pas la formule même de la perfection? Elle est l'Eau de Lubin, dont le parfum nous charme, mais n'est pas, tant s'en faut, le principal mérite. C'est par ses vertus hygiéniques qu'elle est surtout précieuse. Elle doit, en effet, aux plantes du sud desquelles elle est formée le pouvoir d'exercer sur le teint et sur la santé de la peau l'action la plus salutaire.

Malgré le grand nombre de glaces commandées, l'affluence des acheteurs a été telle aux grands magasins du boulevard Bonne-Nouvelle, que les primes ont manqué au dernier moment.

La direction des Nouvelles Galeries « à la Ménagerie » présente toutes ses excuses à ses clients et, en les priant qu'une nouvelle distribution aura lieu les lundi, mardi et mercredi prochains, les engage, afin d'éviter la foule à venir faire leurs achats le matin.

A côté de la triomphante Germaine Gallois, Mlle Marie-Thérèse Berka obtient tous les soirs un vif succès. Le public est sous le charme de l'impression de poésie très fine que donnent ses couplets de la Moissonneuse dans le tableau « La Route dans les blés ». C'est qu'il est parfait, ce tableau. Menessier a brossé là un décor qui semble un Millet agrandi pour la scène. Et le soir descendant sur les moissons dorées ajoute aux notes mélodieuses de Mlle Marie-Thérèse Berka un charme pénétrant.

Ce soir, à neuf heures, au théâtre lyrique de la Gaîté, première représentation (reprise) de miss Isadora Duncan et de son école d'enfants, dans les « Danses antiques », avec le concours de l'orchestre Colonne, sous la direction de M. Edouard Colonne.

Un milliardaire américain vient de faire envoyer au Vatican une magnifique voiture automobile. Cette voiture, qui a été construite pour l'usage personnel du Pape dans les jardins du Vatican, est à l'intérieur tendue de velours blanc orné de dentelle. A droite, se trouve en outre un magnifique bréviaire à fermoir d'or et à gauche un grand médaillon en or massif représentant saint Joseph. Inutile d'ajouter que la voiture papale a été garnie de phares B. R. C. « Alpha ».

Nouvelles à la Main

Les nouvelles mœurs parlementaires !
— Où allez-vous, M. le député ?
— A ma leçon de sottise.

On annonce que le groupe socialiste

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102.46 — 102.47 — 102.48

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise.....	15 »	30 »	60 »
Départements.....	18 75	37 50	75 »
Union postale.....	21 50	43 »	86 »

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

cherche pour les prochaines élections quelques voix de lénor et deux fortes basses.

Impression d'un spectateur :
— Ces députés socialistes font vraiment trop de musique. On devrait les mettre au violon...

Définition de l'Internationale :
« Musique de Chambre. »

Après le chant :
— Les cinquante-deux voix socialistes sont en majorité des voix de baryton.
Le Masque de Fer.

L'Œuvre de M. Alfred Picard

On ne saurait croire à quel point on a été stupéfié, ému et parfois heureux à l'étranger à la nouvelle de poursuites engagées contre les établissements du Creusot, qui sont en relations avec tous les grands Etals.

Les deux dépêches suivantes que nous avons reçues et que nous tenons à la disposition de M. Alfred Picard, dont on est tout surpris de trouver le nom dans cette déplorable affaire, prouvent que dans certains pays on profite de la maladresse du ministre français pour combattre la métallurgie française tout entière.

La première dépêche nous est envoyée de Berlin par notre correspondant, M. Bonnefon :

Les révélations sur le Creusot causent ici une très profonde et très désagréable impression. La *Vossische Zeitung*, entre autres, annonce qu'à Sofia tous les journaux de Bulgarie appellent l'attention du ministre de la guerre sur le danger que court la défense nationale du fait que des usines françaises ont livré à la Bulgarie et lui livrent encore le matériel de guerre.

La London Telegraph Agency est inspirée du même esprit :

... Cette affaire, venant après celle de l'Ouzenz, menace d'atteindre moralement et matériellement la nation française. On ne se trouve plus en présence de malices d'ouvriers mais d'actes de fraude caractéristiques imputables au personnel dirigeant, qui vont nécessiter des retards de plusieurs mois dans l'achèvement de deux unités de premier rang de la flotte.

On nous déclare en haut lieu et vu la gravité de cette dégradation nous le demandons toutes réserves, que ces malices étaient de nature à occasionner la mise hors de service, dès le début du combat, de toute l'artillerie des cuirassés en question.

Aux yeux de l'étranger, ce n'est pas seulement le Creusot qui est compromis, mais toute l'industrie nationale.

Voilà comment, hors de France, on profite des fautes de nos ministres.

On colporte, grâce à leur maladresse, une série d'accusations tout à fait mensongères sur des faits dénaturés, et on permet aux journaux de tous pays d'accabler notre industrie métallurgique nationale pour le plus grand profit des usines allemandes.

Et le mal est peut-être irréparable ! Qui aurait cru que M. Alfred Picard nous ferait regretter un jour quelconque, sur un point quelconque, M. Pelletan !

G. D.

L'AGITATION SYNDICALISTE

ECHEC

DE

La Grève des postes

MENACES RÉVOLUTIONNAIRES

« Il y a encore des grévistes. Mais il n'y a pas de grève. » Ainsi peut se résumer la situation à la date d'hier. La crise postale est en réelle décroissance. En revanche, l'agitation syndicaliste grandit. L'échec de la grève des postes exaspère les milieux révolutionnaires. Et hier, dans un meeting tenu à l'Hippodrome, M. Guérard, M. Pataud et quelques autres sont venus apporter aux révoqués des P. T. T. la consolation de leurs menaces de grève générale. « La grève des chemins de fer est prête ! » a promis celui-ci ; «

role à ces menaces. Il a voulu croire à l'imminence du péril :

De grandes réunions ont eu lieu où de graves décisions ont été prises, et-t-il dit. Il est sage pour le Parlement de continuer à siéger et de ne pas mettre en sommeil sa responsabilité.

D'où venait à M. Jaurès ce souci qui semble conservateur ? Cela n'est point notre affaire. En tout cas, la Chambre a décidé qu'un discours de plus de Pataud ne mettait pas la patrie en danger. Elle a refusé de se déclarer en permanence et de prendre au sérieux ces échos de meetings.

Le meeting de l'Hippodrome

L'événement était annoncé, prévu, attendu, certain, il s'est produit : MM. Guérard et Pataud ont apparu hier après-midi à l'Hippodrome, pour apporter aux postiers, prétendant-ils, le secours des organisations qu'ils représentent.

Lour intervention est hautement significative. Elle donne au mouvement gréviste son caractère essentiel. Elle met enfin au premier plan le personnage principal de la pièce : la C. G. T. Vainement les postiers couvrent les murs d'affiches où ils continuent de prétendre que leur révolte est strictement professionnelle ; vainement ils répètent cette affirmation dans leurs discours : la présence et le langage de MM. Guérard et Pataud en sont une éclatante réfutation. Et nous voici loin en vérité de l'avancement, du lierement, et même de M. Simyan...

Voilà ce qui se dégage avec force du meeting d'hier. Voici maintenant le compte rendu de cette toute oratoire à laquelle il convient de laisser toute sa violence.

Dans l'immense salle, près de quatre mille postiers étaient présents.

Grévistes ou non grévistes ?... Seuls, ceux qui ont présidé à la distribution des cartes de grève pourraient le dire. Mais presque toutes les personnes qui assistaient au meeting en possédaient une.

Deux heures et demie, le parterre et le premier amphithéâtre sont pleins ; M. Chobaux est élu président de séance.

Tout à coup, un cri part :

— *L'Internationale* !

C'est un postier qui réclame le chant révolutionnaire.

L'Aussitôt l'assistance tout entière se lève et, d'une seule voix, entonne l'hymne demandé.

Ainsi, du premier coup, les postiers se mettent à l'unisson de nos socialistes parlementaires.

Le premier, M. Pauron prend la parole.

— Camarades, dit-il, on veut faire croire aux postiers et au public que notre mouvement a avorté. C'est faux ! Notre grève, au contraire, prend du jour en jour plus d'extension. Le mouvement a tendu sous nos pas toutes sortes d'embûches. N'importe. Je vous disais l'autre jour que si l'on voulait nous assassiner au tournant, nous empièrions les grands moyens. Vous direz tout à l'heure si vous êtes prêts à prendre une grave décision. Nos camarades de l'industrie sont prêts à faire cause commune avec nous. Ils n'attendent plus que le mot d'ordre des postiers en grève.

Et M. Simonnet, qui lui succède, affirme :

— Le moment est venu de vous prononcer et de dire si nous devons faire appel à la classe ouvrière. Il ne faut pas vous le dissimuler, le mouvement nous dépasse. L'intérêt aujourd'hui tout le prolétariat. Nous avons le droit et le devoir de faire appel à lui.

Ainsi le meeting, peu à peu, s'oriente et commence d'apparaître la grande pensée des chefs. Elle illustre de la présence de MM. Guérard, Thuillier et Pataud, que l'on voit assis au premier rang sur l'estrade.

Mais la salle n'est pas encore assez « chaude ». Pour la mettre à la température souhaitable M. Chobaux fait défilé devant elle de nombreux délégués de province qui déclarent à tour de rôle que les départements marchent comme un seul homme.

M. Birot, un postier du Rhône révoqué et, en sa qualité de Lyonnais, il connaît sur M. Simyan quelques anecdotes. Il ne fait aucune difficulté pour en donner le régal à ses auditeurs :

— J'ai connu M. Simyan à Lyon, dit-il. M. Simyan était alors journaliste. Il fallait voir les journaux qu'il dirigeait. Journaux vaporeux, recevant des pots-de-vin de financiers malpropres. Malgré les affaires louches qu'il faisait journellement, M. Simyan était criblé de dettes, au point qu'il lui faudrait rester sous-secretaire d'Etat jusqu'à cent ans si, par hasard, son intention était de les payer.

M. Birot n'est pas seulement contre M. Simyan. M. Clemenceau n'a pas davantage ses sympathies :

— Nous nous insurgeons contre le gouvernement. Nous ne voulons pas que ce gouvernement fasse de la France une nouvelle Macédoine. Nous voulons débarrasser l'Abdullah qui la gouverne. Comme le Sultan d'Arabie, M. Clemenceau a les mains rouges du sang versé à Narbonne, à Draveil-Vigneux et à Villeneuve-Saint-Georges. Comme lui il a ses ennemis, qui sont les membres du Parlement.

On applaudit avec force. M. Pech, bonne âme, essaye consciencieusement de démontrer que le mouvement des postiers n'est un mouvement révolutionnaire ni politique, mais purement corporatif. Et les grévistes seraient sans doute tout disposés à croire M. Pech si M. Marmionnier ne venait immédiatement déclarer le contraire :

— Que vous le vouliez ou non, appuyé-t-il, notre grève est révolutionnaire, elle est révolutionnaire. N'hésitions pas. Faisons appel aux organisations ouvrières et ayons le courage d'aller jusqu'au bout, d'accepter toutes les conséquences de cette alliance.

Et ce sont maintenant les syndicalistes ardents de l'A. G. qui vont défilé à la tribune. En des discours rapides et violents ils vont préparer l'entrée en scène des Guérard et des Pataud.

C'est d'abord M. Chastanet. M. Chastanet est une des figures les plus curieuses qui soient parmi les militants.

Avec son visage d'enfant et ses longs cheveux, il a l'aspect d'un poète élégiaque et tendre. Dès qu'il parle, sa voix tonne, ses cheveux se hérissent et l'on acquiesce à la conviction que ce deux rêveur se le-

rait tuer volontiers, l'arme au poing, sur une barricade.

— Il nous faut passer aux actes, affirme-t-il. Je vous disais hier : Si les ouvriers venaient vers nous, accepteriez-vous leur aide fraternelle ? Je vous le demande encore aujourd'hui !

— Oui ! oui ! clame-t-on de toute part.

M. Le Glé succède à M. Chastanet.

Le moment est venu d'employer les moyens énergiques. En présence des manœuvres déloyales du gouvernement il nous faut agir. Répondre à ma question : Êtes-vous prêts à accepter le concours des organisations ouvrières ?

Alors c'est dans la salle une clameur immense. Tout le monde est debout :

— Oui, oui. Nous acceptons. Vive les ouvriers !

Alors M. Guérard, des chemins de fer, s'avance à la tribune. Des ses premiers mots, on dirait qu'un courant électrique court à travers l'assistance. Avec force, martelant ses phrases, les ponctuait du geste de ses deux bras, il s'écrit :

— La démocratie que je fais auprès de vous, ne vous le dissimulez pas, est des plus graves. Je ne l'aurais point faite sans votre assentiment. Au cours de notre dernier congrès nous avons envisagé la possibilité de cesser le travail. Tous nos groupes ont répondu par l'affirmative et pensent qu'il faut recourir à la grève. Nous n'attendons pas le résultat du référendum. Il faut agir immédiatement. Nous voulons montrer au gouvernement que la solidarité des travailleurs n'est point une chose vaine.

Des applaudissements frénétiques saluent ces paroles. Puis M. Guérard reprend :

— Nos camarades des chemins de fer ont envisagé l'éventualité d'une grève de solidarité et s'en sont déclarés partisans. Il nous faut agir de concert avec vous et entrer dans votre mouvement.

M. Guérard fait une paraphrase de la fable de La Fontaine : *Le Chien et le Loup* et conclut :

— Oui, nous sommes des loups et nous resterons des loups. Nous ne voulons pas plus de leur pâtée que nous ne voulons de leur collier. Camarades, les travailleurs des chemins de fer sont avec vous.

Et la salle éclate en braves prolongés.

C'est maintenant M. Bassano, de la Fédération de l'éclairage, qui lit un ordre du jour des travailleurs du gaz affirmant que lui et ses camarades sont prêts à faire la grève générale au premier signal des postiers.

Voici M. Pataud. Il est salué par des cris d'enthousiasme.

Dans une assemblée, dit-il, où se trouvent quatre cents larbins sous la conduite du dompteur Clemenceau, on vous a refusé hier le droit de vous syndiquer. Dans d'autres assemblées les ouvriers ont décidé de vous apporter leur concours. Et, je vous le dis, nous ne sommes pas comme les parlementaires. Nous tiendrons nos promesses. Nous ne changerons pas notre fusil d'épaule. Ou, plutôt, nous le changerons, mais ce sera pour mettre en joue...

Le moment de mettre en joue n'est plus loin. Le syndicat des révolutionnaires, tout à l'heure, a décidé de faire son devoir, tout son devoir. J'apporte ici l'opinion de toute une organisation. Bassano m'a invité à aller ce soir à la réunion de la fédération de l'éclairage. J'irai. Le gouvernement est arrivé, par son attitude, à faire cette chose singulière : l'union des révolutionnaires et des révolutionnaires. Tout à l'heure, j'ai dit que le moment est venu d'agir. Camarades, je pars. Après les paroles il faut des faits... Je vais préparer les faits.

Et M. Pataud quitte la salle tandis que les grévistes l'acclament avec rage.

M. Thuillier, secrétaire de l'Union des syndicats, dit ensuite :

— Postiers, nous sommes prêts à marcher avec vous.

M. Jouhaux, des allumettiers, vient à son tour.

Toutes les sections des allumettiers sont prêts à décréter la grève et ont affirmé leur intention formelle de vous suivre.

Pour finir, M. Chobaux lit une lettre par laquelle la Fédération des transports affirme son intention de cesser le travail.

L'ordre du jour suivant est adopté par acclamation :

Les agents, sous-agents, dames employées et ouvriers réunis à l'Hippodrome, après avoir entendu les camarades représentants des trois organisations postales en lutte, ainsi que les représentants des divers organisations ouvrières, chemins de fer, éclairage, allumettiers, union des syndicats de la Seine, venus pour leur assurer de leur concours.

Déclarent qu'ils luttent jusqu'au bout pour l'obtention de la liberté de penser, de parler et d'écrire et pour l'obtention du droit syndical pour tous les salariés de l'Etat ;

Affirment leur irréductible volonté de ne laisser sacrifier aucun de ceux qu'a atteints ou atteindra la répression gouvernementale ;

Et se séparent au cri de : Vive la grève !

Vive la solidarité de tous les travailleurs !

Il n'y aura pas de grève des chemins de fer

Les déclarations de M. Guérard venaient en enquête.

Nous l'avons faite. Elle nous a permis de constater que, malgré son allié menaçant, une parfaite tranquillité continuait de régner dans les sphères gouvernementales et administratives. Partout on accueillait par un sourire sceptique la nouvelle attitude que vient de prendre le secrétaire général du syndicat des chemins de fer. Et — que M. Guérard nous pardonne ! — on a même été, devant nous, jusqu'à prononcer le mot de « bluff »...

M. Guérard connaît assurément aussi bien que nous les motifs de cette attitude que, elle, n'est pas feinte. Les membres de son syndicat les connaissent aussi. Et c'est pourquoi nous estimons que, malgré les propos foveux tenus hier en public dans la grande salle de l'Hippodrome, il n'y a pas lieu de trop s'émouvoir !

Que M. Guérard, par tous ses instincts, par toutes ses attaches, soit demeuré un très fervent adepte de la « grève générale », qui doit comporter tout d'abord, naturellement, la grève des chemins de fer, ce n'est un mystère pour personne. Mais autre chose est de vouloir cette grève, autre chose de pouvoir la faire.

El M. Guérard ne peut pas faire la grève des chemins de fer.

Malgré le désir qu'il en aurait, il est impuissant à la déclencher, par la raison que nous indiquions déjà l'autre jour, en prévision des menaces formulées aujourd'hui. C'est que le « syndicat Guérard » réunit à peine 45.000 membres, sur les 300.000 agents des chemins de

fer, et que, sans une infime fraction, il se recroqueville exclusivement parmi les ouvriers des ateliers. Ni les mécaniciens, ni les chauffeurs, ni les employés des trains et des gares ne font partie du syndicat ; et jamais ce personnel très sérieux, très éprouvé, n'a été tenté d'obéir aux suggestions de M. Guérard.

Or, M. Guérard sait fort bien que les Compagnies de chemins de fer n'ont aucun besoin des ouvriers des ateliers, et sont en mesure d'assurer sans leur concours une exploitation régulière. Aussi, voulons-nous douter encore qu'il entreprenne d'exposer ces malheureux à toutes les misères du chômage, sans même gêner ces Compagnies dont il est l'adversaire !

En tous cas, le public peut se rassurer : les trains continueront de partir. Et sur ce point essentiel, nous serions bien surpris si, au fond de lui-même, M. Guérard ne partageait pas notre opinion.

Les réunions du soir

Les sous-agents des P. T. T. ont tenu, le soir, à la salle de l'Égalité, une réunion au cours de laquelle plusieurs d'entre eux, et en particulier Simonet et Grangier ont prononcé des discours. Puis un ordre du jour a été voté en fin de séance vouant au mépris les fonctionnaires qui travaillent :

Les sous-agents des P. T. T., réunis à l'Égalité, vouent au mépris les facteurs de lettres et de journaux, les sous-agents d'ordre, permettent au gouvernement de faire croire au public que le service est assuré.

Se déclarent résolus à faire cesser un tel état de choses et à poursuivre la lutte jusqu'à complète satisfaction.

D'autre part, en conséquence du meeting de l'Hippodrome, les fédérations de l'éclairage, des transports et du bâtiment ont tenu des réunions secrètes. Bien que toutes les précautions aient été prises pour que rien ne transpire de la décision qui ont été arrêtées, on croit savoir qu'elles ont décidé d'ouvrir chacune un référendum à l'effet de savoir si la grève doit être déclenchée.

MM. Pataud et Lajarrige assistaient à la réunion de la fédération de l'éclairage.

Enfin le conseil d'administration du Syndicat national des Travailleurs des chemins de fer a décidé de réunir lundi soir, les groupes de Paris et de la banlieue. L'ordre du jour sera naturellement la grève des postiers.

Ces messieurs nous laissent quarante-huit heures de répit.

La situation

D'après l'administration, il y aurait 2.300 grévistes sur lesquels 1.000 ambulants. D'après le Comité fédéral il y aurait 8.000 grévistes, dont 2.500 ambulants. L'écart entre les deux statistiques est formidable. Mais, comme les télégrammes parlent, comme les lettres arrivent, comme le téléphone marche très bien, on a quelque peine à croire que les grévistes sont huit mille.

Au reste, quelques grévistes sont rentrés déjà dans leurs bureaux. Tous les facteurs d'imprimés ont réintégré la recette principale. Trente et un télégraphistes du Central sont revenus rue de Grenelle. Disons-le nettement : la grève avorte.

Aussi voilà qu'on parle de sabotage : A Colombes, boulevard Valmy, deux individus ont coupé les fils. Entre Montargis et Malesherbes, sept circuits ont été sabotés. Entre Saint-Leger-les-Domains et Canaples, toutes les lignes téléphoniques ont été mises à terre...

Cependant le gouvernement prépare de nouvelles mesures disciplinaires. M. Barthou a conféré hier avec M. Simyan et les chefs de service de l'administration. Il a l'intention de soumettre au conseil des ministres, aujourd'hui, une liste de postiers à révoquer. En même temps, le conseil de discipline se réunira ce matin au sous-secretaire.

1° D'abord, le conseil des ouvriers (représentants des ouvriers : MM. Gallot et Peligal) examinera le cas de M. Jacques, ouvrier monteur au service télégraphique (actes d'indiscipline et propos tenus en réunion publique). Colin, ouvrier monteur à Laval (refus de service), Poullain, ouvrier monteur à Dieppe (indiscipline), Suchon, ouvrier monteur à Lyon (acte d'indiscipline et propos tenus en réunion publique).

2° Le conseil des rédacteurs (représentants des rédacteurs : MM. Lamoureux et Telegryte) s'occupera du cas de M. Cervière, rédacteur au service télégraphique à Paris.

3° Enfin, le conseil des commis (représentants du personnel : MM. Bourelly et Chanaux), jugera MM. Hilly, receveur à Châteaulin, Masson, commis à Sévres, Les Treis, commis à Quimper, Combes, commis au Havre, Quillet, ambulant sur la ligne de Lyon et Libert, commis ambulant sur la ligne du Sud-Ouest.

Aucun incident sérieux s'est produit hier. Un facteur des lettres de la recette principale ayant crié : « Vive la grève », en passant devant le bureau central de la rue de Clignancourt, a été arrêté. C'est Raymond Courge, qui a déjà été révoqué deux fois, en 1899 et en 1906.

DANS LES DÉPARTEMENTS

La situation s'est quelque peu améliorée en province dans la journée d'hier. Seuls les grévistes du Havre semblent récalcitrants ; ils ont parcouru en cortège quelques rues de la ville et les courriers en ont souffert. Cependant dix-neuf rentrées ont été enregistrées.

A Bordeaux, dans la matinée, tous les télégraphistes ont repris leur service, ainsi que quelques ouvriers. A la réunion qui a eu lieu dans l'après-midi, les grévistes n'étaient qu'un nombre de quatre-vingt-dix et ils ont décidé d'envoyer un délégué à Paris pour se renseigner exactement sur ce qui s'y passe.

A Lille, la grève est virtuellement terminée, malgré le vote de l'avant-dernière nuit, et la rentrée s'est effectuée presque totalement dans la matinée d'hier. La circulaire, menant les absents de pension aux fins de révocation a produit un effet salutaire.

Il en est de même à Lyon où le personnel des téléphones était en conflit et où l'enseignement du central télégraphique est encore manquant.

Le nombre des grévistes de Carcassonne est tombé à huit, sur lesquels sept repentins sont venus demander à re-

prendre leur service, mais se sont heurtés à un refus du directeur.

A Dijon, les grévistes ont décidé de rentrer à la suite du vote de confiance de la Chambre.

A Saint-Etienne, cependant, bien que le travail continue normalement, une permanence de grève a été organisée. A Nancy, on signale encore 87 chômeurs.

Malgré la surveillance étroite à laquelle sont soumises les lignes télégraphiques, il y a eu quelques actes de sabotage, mais heureusement isolés et sans importance. Des fils ont été coupés près de Doullens et des interruptions sur le réseau de l'Etat ont été signalées. Ces dernières, relevées entre Jonzac et Saint-Marlens, ont été réparées sous la direction d'un surveillant de Bordeaux.

D'autre part, le personnel des postes d'Angoulême, réuni à la Bourse du Travail, ayant protesté contre le maintien de la troupe dans les locaux administratifs, celle-ci a été retirée.

Voici le communiqué officiel de l'administration des postes concernant les départements :

Aisne : personnel ouvrier manquant ; Aube : 2 agents grévistes, 1 facteur, 4 ouvriers commissionnaires, 9 monteurs ;

Ande : 3 grévistes ;

Marseille : pas de défection ;

Côte-d'Or : 19 agents grévistes demandant à rentrer ;

Bordeaux : les facteurs ont tous repris le travail ; plus que 4 grévistes à la R. P. ; 23 ouvriers manquant sur 80.

Loire-Inférieure : une réunion a eu lieu avec Subra ; 7 voix seulement se sont prononcées pour la grève.

Mourthe-et-Moselle : Des agents en grève, 2 demandant à rentrer ; 13 ouvriers en grève.

Nord (Lille) : 14 agents sur 75 au Central, 12 sur 42 à Lille-Gare, 17 sous-agents sur 155.

Rhône : La grève est terminée à Lyon.

Seine-Inférieure (Le Havre) : 37 agents en grève et 5 ouvriers.

Touen : 11 agents manquants.

Var : Aucune défection.

Au total dans le personnel des ambulants, 670 agents manquants sur 4.312.

La Presse de ce matin

L'Autorité, sous la signature de M. Guy de Cassagnac :

Le parlementarisme s'effrite, il croule, il se liquéfie et retourne à la marinière d'où il est sorti.

Il flotte dans l'air une odeur de Bruyère, et l'on entend dans le lointain les grenadiers d'Aureau marquer le pas.

L'Action, sous la signature de M. Henry Berenger :

Ah ! comme M. de Lanesan, dans le *Sicote* d'hier soir, a raison de rappeler à certains radicaux du cabinet et de la majorité que « tous les gouvernements fondés sur la force ont péri par la force et que le jacobinisme du législatif engendra toujours le despotisme de l'exécutif » ! — Est-ce ainsi, par la mise en carte de la démocratie, que l'on veut faire croire que nous sommes en train de faire le régime social de la liberté de penser ?

Le Gaulois :

M. Jaurès demandait hier, qu'en raison de « la gravité des circonstances », la Chambre siégeât aujourd'hui. — Il n'a pas osé dire en permanence, — et comme cette « gravité » ne peut pas être la gravité des postiers, qui est en décroissance, il y a donc quelque autre anguille sous roche, que M. Jaurès sait et que le public ignore encore, mais qui serait, comme on le verra plus loin, la grève de l'électricité et des chemins de fer.

Par conséquent, l'armée va être plus que jamais nécessaire au gouvernement, qui a déjà recouru à elle pour les postiers, non sans montrer une peur intense.

L'Humanité, sous la signature de M. Jaurès :

Sous prétexte de maintenir la liberté, M. Clemenceau vient d'adopter à l'égard de tous les groupements de grévistes des mesures de police gaboconiques.

Ainsi, en ces jours troubles s'accumulent les éléments d'une crise peut-être redoutable.

Les socialistes ont vainement demandé à la Chambre, hier soir, de siéger aujourd'hui, samedi, pour être en état de surveiller les événements, pour servir d'arbitre, s'il était nécessaire, entre les grévistes et les pouvoirs publics. Ils lui ont demandé en vain de ne pas abdiquer sa responsabilité. Cette fois encore, elle a fait preuve d'une triste impuissance.

La Libre Parole, sous la signature de M. Drumont :

Sans doute, la déplorable organisation du suffrage universel ne suffit pas à expliquer le lamentable état d'anarchie et de désordre où se trouve la France depuis tant d'années. Elle a pu être une des causes de la situation actuelle.

Si notre pays a vécu depuis un quart de siècle au milieu des divisions, des persécutions, des haines et des vengeances, dans une agitation en quelque sorte chaotique, cela tient à ce que nous n'avons jamais eu de République et de la République que le simulacre, et du suffrage universel lui-même que la mensongère apparence.

Paris-Journal :

Maintenant il est bon que les postiers dressent leur bilan. Ils y verront ce que coûtent aux travailleurs de toutes catégories ces mouvements désordonnés qui exaspèrent l'opinion et portent de si graves préjudices aux intérêts généraux du pays.

Le résultat le plus certain de cette épreuve sera le raffermissement de la discipline qui s'était peu à peu relâchée. Qu'il n'y ait là qu'une apparence ou que ce soit la réalité, pour tout le monde l'échec de la dernière tentative de désorganisation des services postaux aura tenu compte de vœux acceptés, de la première minute, par le gouvernement.

Le Petit Journal :

Il faut maintenant que les ministres et la Chambre après avoir affirmé leur droit de couper court à toute grève de fonctionnaires, pensent à leur devoir.

Il consiste à reconnaître ce qu'il y a de fondé dans les réclamations de ces fonctionnaires ; car s'ils ont tort dans la forme, ils ont raison dans le fond quand ils protestent contre le favoritisme, le système des fâches et la tyrannie des parlementaires.

Le Petit Parisien :

Sans doute le mouvement gréviste du personnel des postes n'a pas l'importance souhaitée par ses promoteurs et on peut espérer qu'après une gêne momentanée, le pays verra de nouveau le fonctionnement régulier de ses correspondances. Mais ce n'est là qu'un cas particulier dans l'ensemble des événements.

Il faut que la France sache où elle va, et pour cela, il faut dire nettement au pays la vérité, confesser les fautes commises et restaurer l'autorité des pouvoirs publics, condition essentielle pour passer le grand parti républicain qui ne veut ni reculer ni patir avec la révolution.

NOTRE

PAGE MUSICALE

La mélodie que nous publions dans notre supplément de ce jour est un des trois hédier que nous avons eu la délicate satisfaction d'applaudir à notre dernier five o'clock et qu'interprétait une éminente cantatrice : Mlle Maud Herlin.

Elle nous avait agréablement surpris l'autre jour dans sa grâce légère et son émotion contenue. On songeait, en l'é-

coulant, à ces poétiques feuillets d'album où Schumann a mis toute sa subtile tendresse de poète, toute son âme de musicien. Elle atteste toutefois une inspiration personnelle qui n'est pas découverte d'intéressantes aptitudes musicales, une imagination féconde et une très fine sensibilité d'artiste et de femme.

C'est une femme, on effet, à qui nous devons ces pages charmantes. Mme Marguerite Labori s'essaye depuis quelques années dans la composition musicale et y a déjà donné les plus heureux témoignages d'un talent original et sincère.

René Lara.

PARIS EN BALLON

Notre Directeur a reçu la lettre suivante à propos du si intéressant article de Georges Cain :

Monsieur le Directeur,

J'ai lu, avec le plus vif intérêt, dans le numéro du *Figaro* du 9 mai courant, l'article consacré par le très érudit conservateur du musée Carnavalet, M. Georges Cain, aux vues de Paris, prises en ballon, par mes sympathiques collègues de l'Aéro-Club de France, MM. Albert Omer-Decugis et André Schelcher.

Votre éminent collaborateur, au début de son article, dit, en substance, qu'il manquait jusqu'alors à ces collections topographiques des vues de Paris prises en ballon. Je demande bien pardon à M. Georges Cain, mais cette remarque est inexacte. Qu'il veuille bien prendre la peine de jeter un rapide coup d'œil sur ses collections de Carnavalet, et il y retrouvera certainement une série de vues de Paris, que j'ai offertes au musée, en janvier 1905, et dont il a paru émerveiller ; la très aimable lettre, par laquelle il m'en a accusé réception, le 23 janvier 1905, en témoigne.

Ces vues, je les avais prises, le 15 mai 1904, de la nacelle du ballon *le Bayard*, où j'avais précisément pour compagnon de voyage M. A. Omer-Decugis, qui recevait, ce jour-là, le baptême de l'air et qui est devenu, par la suite, un aéronaute passionné et de nos plus habiles pilotes.

Parmi ces vues, qui ont paru, pour la plupart, dans le numéro de l'*Illustration* du 25 mai 1907, accompagnées d'une notice explicative signée de moi pseudonyme, je citerai l'Arc de Triomphe de l'Etoile, l'avenue de la Grande Armée, le Grand Canal de la Seine, la place de la Concorde, la place Vendôme (avec l'ombre du ballon), les Tuileries et le Louvre... Elles avaient été éditées précédemment, sous forme de cartes postales ; elles vont bientôt figurer, à côté des vues de MM. Decugis et Schelcher, dans l'album des vues de Paris prises en ballon que nos excellents collègues préparent, en ce moment.

Je vous prie d'agréer, etc.

L. LEMAIRE,

Grange de Laagre, baronne Joseph du Teil, comtesse de Nefcourt, Vauquembourg, M. A. de Saint-André, baron de Lavenex, Chantel, M. de Lavenex, E. de Bastard, princesse d'Artois, marquis d'Albon, baron et baronne Joseph du Teil, comte Pierre de Maupas, comte de Maupas du Juglar, comte et comtesse Louis de Bonvouloir, prince et princesse Zurla, marquise de Rosanbo, d'Artois, marquise de Rosanbo, Mme Lady, Mme et Mlle de Senne, Mme John Balli, M. et Mme Scouta, MM. Fromont-Maurice, M. et H. Gouin, Descaud.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Montmartre.

— Mardi dernier ont été célébrés, à Saint-Honoré d'Eylau, les obsèques de M. Victor Remono, dont le père, sir Edouard Remono, ancien président de la Cour suprême à l'île Maurice, fut le premier Mauricien créé chevalier par la reine d'Angleterre.

Le deuil était conduit par M. Victor de la Hauss Remono, son fils, le capitaine Etienne de Moidrey, son gendre, et M. Edouard Remono, son frère. Cette mort met en deuil les familles Harel, de Courson de La Ville-neuve, Barclay, de Belzim, Erion.

Nous apprenons la mort de M. Hyacinthe Calame, ingénieur des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à l'âge de soixante-quatre ans. Les obsèques seront célébrées aujourd'hui, à neuf heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue.

— Les obsèques de M. Siegfried, maire de Langeais, ont eu lieu hier après-midi, à quatre heures, à Langeais. Un salon du château avait été disposé en chapelle ardente. Parmi les personnes présentes :

MM. Edmond Avoise, Amand Lédégard, René Sourin, Le Myre de Villers, Adrien Hébrard, directeur du *Journal*, le préfet d'Indre-et-Loire, le sous-préfet de Chinon, Lemesle, conseiller général, Degail, et Grandpierre, adjoints au maire de Langeais, etc.

L'inhumation a eu lieu dans un caveau adossé aux ruines de l'ancien château.

— On vient d'annoncer, à Chaumont, la mort du capitaine Bablon, tué au combat de Kasserin (Mauritanie), le 28 avril dernier. Le capitaine Bablon, occupant le 31 décembre le camp d'Amati, était attaqué avec acharnement par 400 hommes; avec une poignée de braves il repoussa l'ennemi, qui laissa 38 morts sur le terrain; le 10 janvier il fut blessé à Yaghrif. Les dernières nouvelles reçues par sa mère le disaient en bonne voie de guérison.

Le capitaine Bablon est né à Chaumont, le 6 octobre 1874, d'une famille de soldats, son frère aîné également capitaine est mort l'année dernière en avril. La vieille mère du défunt a été prévenue avec ménagements par le lieutenant-colonel Genot du 109^e.

Ferrari.

A l'Etranger

Guillaume II à Vienne

GLORIFICATION DE LA TRIPLE

Vienne, 14 mai.

Les souverains allemands sont arrivés à six heures du matin. Ils ont été reçus à la gare par l'empereur François-Joseph en uniforme de maréchal prussien, tous les archiducs, les archiduchesses et les autorités civiles et militaires.

Une compagnie rendait les honneurs. Lorsque le train est entré en gare, la musique a joué l'hymne prussien. Les deux Empereurs se sont embrassés plusieurs fois. L'empereur François-Joseph a baisé la main de l'impératrice.

Après avoir salué les archiducs et les archiduchesses et après la présentation de la suite des souverains, l'empereur Guillaume a passé en revue la compagnie d'honneur.

Ensuite les souverains sont montés dans des voitures de gala pour se rendre à la Hofburg.

Dans la première voiture se trouvaient les deux Empereurs, l'impératrice et l'archiduchesse Marie-Annonciade. Sur tout le parcours de la gare à la Hofburg, les troupes forment la haie.

Un public nombreux était massé derrière le cordon de soldats.

Les musiques militaires ont joué l'hymne prussien.

Les troupes ont rendu les honneurs.

La foule a acclamé les souverains. Un grand enthousiasme règne.

La ville est pavée et décorée, notamment les rues qui le cortège traverse.

Devant la Hofburg, la décoration est magnifique, elle a été élevée par la municipalité.

A l'arrivée à la Hofburg, leurs Majestés sont saluées par les hauts dignitaires de la Cour, les ministres communs autrichiens et hongrois.

A la gare, le bourgmestre M. Lueger a salué l'empereur Guillaume. Il lui a dit qu'il était l'interprète de la population entière en remerciant l'empereur pour sa fidélité à l'alliance et en saluant leurs Majestés le plus cordialement à Vienne.

L'empereur Guillaume a répondu en remerciant.

L'empereur d'Allemagne, a fait quelques instants après une visite à l'empereur François-Joseph. Il a fait ensuite des visites aux membres de la famille impériale d'Autriche qui sont actuellement à Vienne. Il est resté plus d'une demi-heure chez l'archiduc héritier François-Ferdinand. Un déjeuner de famille a eu lieu à une heure à la Hofburg.

DÉPÊCHE AU ROI D'ITALIE.

François-Joseph et Guillaume II ont envoyé cet après-midi le télégramme commun suivant au roi d'Italie :

Notre entrevue nous offre une nouvelle occasion de saluer notre auguste allié et ami et de lui adresser l'expression chaleureuse de notre amitié inaltérable.

LES TOASTS

A sept heures, a eu lieu un dîner de gala en l'honneur des souverains allemands.

François-Joseph a fait un toast suivant :

La visite de Votre Majesté en compagnie de l'impératrice est remplie d'une grande et sincère joie, et elle me fournit l'occasion bien désirée d'exprimer ma haute satisfaction de pouvoir saluer Votre Majesté, persévérant promoteur des efforts de paix dans un moment où la paix européenne est en danger.

Après avoir passé à travers les dangers, parait de nouveau assurée; je me souviens en même temps avec une reconnaissance profonde et sincère de l'attitude digne à l'égard de l'empereur d'Allemagne dont l'appui, toujours prêt à porter secours, a facilité l'accomplissement de mon désir fervent d'apaiser toutes difficultés surgies sans complications guerrières; bien que toutes les puissances fussent unies dans ces efforts loyaux, c'est néanmoins, avant tout à l'indéfectible fidélité témoignée à l'alliance par mes amis d'Allemagne, par Votre Majesté et S. M. le roi d'Italie, que nous sommes redevables aujourd'hui de pouvoir envisager avec une satisfaction sans mélange les succès obtenus dans la confiance d'une si longue expérience de trente années que le bien précieux de la paix trouvera aussi dans l'avenir sa plus sûre garantie dans les relations durables et intimes qui unissent nous et nos peuples. Je salue Votre Majesté le plus cordialement, je bois à la santé de Votre Majesté, de Sa Majesté l'impératrice et de toute la famille impériale et royale.

Guillaume II a remercié François-Joseph pour sa chaleureuse réception, pour ses paroles d'amitié vraie et noble. Il a dit :

Une génération a passé depuis que Votre Majesté a été avec mon grand-père les fondateurs de l'alliance d'amitié qui fut élevée à notre grande joie, bientôt après l'éclat de la guerre. L'histoire atteste un jour quelle bédiction a reposé sur cette alliance, mais tout le monde, sans doute, aujourd'hui, a conscience de cette bédiction. L'alliance a contribué, justement dans les derniers mois, au maintien de la paix dans l'Europe entière; ce qui fut l'œuvre de nos pères, nous aujourd'hui, germes et racines dans les cœurs de nos peuples. Votre Ma-

jesté sait combien spontanément était l'adhésion qui, en Autriche-Hongrie et en Allemagne se fit valoir chaque fois que notre union étroite et fidèle se manifestait au dehors, et, quand l'impératrice et moi nous fîmes aujourd'hui notre entrée dans la résidence de Votre Majesté, dans le hâg vénérable, la joie bruyante des cœurs des Vénitiens avec laquelle nous fûmes reçus, trouva un écho puissant dans nos cœurs.

Je peux me vanter de n'être pas ici un étranger; depuis que j'ai pu me présenter pour la première fois comme jeune prince à Votre Majesté, je me sentais entraîné à me rapprocher de votre vénérable personne chez laquelle je trouvais toujours bonté invariable et amitié. Les souvenirs des réceptions données dans l'Empire de Votre Majesté ici et auprès du chancelier du peuple magyar ne resteront toujours inoubliables.

Puisse ces sentiments et les dispositions d'amitié dédies subsister sous le sceptre glorieux de Votre Majesté jusqu'à l'avenir le plus lointain, puissent-ils former toujours un lien insoluble entre nous et nos empereurs pour le bien-être de nos peuples et pour le maintien de la paix.

Avec ce désir, je bois à la santé de Votre Majesté, que Dieu bénisse et conserve. Votre Majesté, comme l'empereur, Sa Majesté l'impératrice, Joseph, Hurrah! Hurrah! Hurrah!

Toute la famille impériale, les ministres et les présidents des Chambres assistaient au dîner.

A neuf heures, une soirée a eu lieu dans la salle de redoute de la Hofburg. Les membres de la noblesse et les hauts fonctionnaires y avaient été conviés.

L'empereur et l'impératrice d'Allemagne se sont entretenus avec un grand nombre d'invités.

RÉPONSE DU ROI D'ITALIE

Rome, 14 mai.

Le Roi a répondu à la dépêche de Guillaume II et de François-Joseph par la dépêche suivante :

Je suis bien reconnaissant à votre Majesté qui a voulu avec l'Empereur, notre commun allié et ami, m'envoyer l'expression de son amitié inaltérable; cette amitié m'est bien chère, et j'assure au Roi d'Allemagne que mes sentiments sont une sincère et pleine réciprocité.

VICTOR-EMMANUEL.

CRISE ALLEMANDE

Berlin, 14 mai.

Il règne une nervosité presque sans exemple dans la presse et au Reichstag. La *Gazette de Cologne* conseille au prince de Bülów et à M. de Sydow : « Je jeter leurs portefeuilles au nez du Reichstag », ce dont ils se gardent.

La *Gazette de Francfort* annonce que le prince de Bülów sacrifiera M. de Sydow et participera avec le centre. Ces deux journaux sont les mieux informés de toute l'Allemagne.

Après le reste! Le *Berliner Tageblatt* commence son article de tête par ces mots : « Le bloc du prince de Bülów est capot! » et annonce en dernière heure que mardi prochain le Reichstag sera ajourné jusqu'en automne et que le prince de Bülów ira à la rencontre de l'Empereur pour lui rendre compte de la situation.

Suivant mes renseignements personnels, que je crois bons, la situation n'est pas aussi tragique; elle reste la même qu'il y a huit mois, et l'incident d'hier n'aura pas de conséquences, car le prince de Bülów a prié instamment le docteur Paasche de reprendre la présidence de la commission; et, dans l'attente du général, la commission a consenti à annuler son vote d'aujourd'hui.

La *Tages Zeitung*, conservatrice, écrit ce soir : « Le gouvernement peut avoir sa réforme quand il le voudra et assez rapidement, mais à une condition qui est de ne pas la faire exclusivement avec le bloc. Si le gouvernement se refuse, c'est lui qui portera la pleine responsabilité de l'ajournement de cette nécessité nationale! »

« Le bloc n'a jamais été viable. Il est comme ces magots chinois qui branlent du chef et perdent facilement la tête; qu'on la leur replace, elle ne reste en place qu'à la condition d'être remplacée. C'est à l'Empereur maintenant de décider si une existence aussi fragile mérite qu'on la paralyse, pour la conserver, toute l'activité nationale. Voilà le fond du problème. Il n'y a pas eu de krach comme l'affirme le *Berliner Tageblatt*, mais un tout petit choc, et chaque fois qu'un petit choc se produira, le bloc du prince de Bülów tombera par terre. C'est un jeu d'enfant, mais dont l'Allemagne commence à souffrir. »

Berlin, 14 mai.

Il est décidé que le prince de Bülów se rendra le 17 mai à Wiesbaden pour faire son rapport sur la situation à l'Empereur, qui n'est pas content.

Le chancelier Stollberg, président du Reichstag, a proposé au chancelier d'aujourd'hui la Chambre jusqu'en automne, tandis que la commission des finances continuera à siéger.

Les nationaux-libéraux et les démocrates ont en une conférence où ils ont résolu de s'en tenir à l'impôt sur les héritages. Les nationaux-libéraux ont déclaré qu'ils ne votaient plus de la présidence de la commission des finances. C'est M. de Richthofen, conservateur, qui sera nommé à la place du docteur Paasche.

La *Katholische Volkszeitung*, organe catholique, confirme que, avec le consentement du prince de Bülów, des entretiens ont eu lieu entre les conservateurs et les catholiques. « Le chancelier, dit-elle, cherche à faire progresser la réforme des finances avant le retour de l'Empereur, avec l'importance qu'il lui importe que la majorité; mais tant qu'on n'aura pas rendu au centre catholique, le parti de beaucoup le plus nombreux au Reichstag, la place à laquelle il a droit, il sera impossible de sortir de ce brouillamini. »

Donc que le prince de Bülów se soumette ou se démette. — BONNEFON.

La situation de M. Stolypine

Saint-Petersbourg, 14 mai.

Je suis aujourd'hui en mesure de préciser mon télégramme d'aujourd'hui par lequel je vous représentais la situation de M. Stolypine comme toujours forte. J'ai pu m'entretenir avec lui, en l'absence de M. Stolypine, une personnalité des plus en vue qui m'a fait les très importantes déclarations suivantes que je vous transmets littéralement.

— Je puis vous assurer qu'en opposant son veto au projet de loi portant création d'un état-major général de la marine, Sa Majesté n'a aucunement voulu dissoudre le cabinet, et elle continue à approuver pleinement la politique. Sa décision a été motivée uniquement par une question de principe d'abord et ensuite par des considérations d'ordre pratique.

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

« La question principe : Sa Majesté voulait faire franchir une fois pour toutes le problème de la présidence impériale en matière d'armée et de marine. L'Empereur, vous le savez, est, aux termes de nos lois constitutionnelles, le chef de l'armée et de la flotte, et en ces matières si le Parlement a le droit de contrôle et de discussion, au point de vue budgétaire, il ne doit aucunement, d'après moi, porter intervention directe dans l'exécution des lois, ni avoir le droit de créer lui-même des dispositions en réglant l'application. En d'autres termes, car c'est une grave question et je veux que vous me compreniez bien, j'estime que le Parlement doit, par exemple, voter un crédit déterminé pour un nombre déterminé de régiments, mais qu'il n'a pas le droit de décider que chacun de ces régiments aura à sa tête un colonel ou devra comprendre tant d'officiers. Il importe absolument que la confusion qui règne actuellement en cette matière si grave, puisqu'elle a pour objet la défense nationale, cesse au plus tôt et que, d'une part, le rôle du Parlement soit nettement défini et que, d'autre part, les lois soient exécutées et les règlements appliqués. »

Elle a chargé le premier ministre de combler la lacune actuelle à nos lois organiques.

En second lieu, tant que je crois le savoir Sa Majesté s'est inspirée de considérations purement pratiques, trouvant le projet de loi tel qu'il a été élaboré peu satisfaisant au point de vue stratégique.

Mais Excellence, permettez-moi de vous faire remarquer que le projet avait été soutenu à la Douane et au Conseil de l'Empire d'une façon particulièrement énergique par le cabinet Stolypine.

— Je vous répète, qu'on a déduit à tort, que la décision de l'Empereur, qui ne n'a aucunement surpris, car pour ma part, je la connaissais depuis Pâques, époque à laquelle elle a été prise, constitue un échec pour le cabinet et pour M. Stolypine en particulier.

— Alors vous estimez que le cabinet restera.

Vous le savez aussi bien que moi, puisque le ressort, que vous avez pu lire, prie M. Stolypine d'élaborer dans le délai d'un mois une loi délimitant, en matière d'armée et de marine, les pouvoirs du Parlement et les prérogatives du souverain.

Pardon, Excellence, cela n'est pas pour moi prouve convaincant, car dans un mois, nous pouvons aboutir à un conflit qui serait la perte du cabinet actuel.

— Je vous affirme que ce sont là des craintes absolument non fondées. Au surplus, je ne comprends pas le bruit fait autour de cette affaire qui, sans les journaux qui se sont plu à l'entretenir, n'aurait jamais pris un caractère de gravité même apparente. Il n'a pas été question et n'est aucunement question du départ de M. Stolypine et je vais même plus loin : je suis certain que si j'en donnais la démission elle ne serait pas acceptée.

Telles sont les déclarations catégoriques de mon interlocuteur dont je n'ai jamais eu que des impressions favorables et que j'ai toujours aimablement écoutées en raison de sa personnalité et de ses relations, une très grande importance.

D'autre part j'ai vu hier un des leaders de la majorité octobriste; il considérait la situation comme sérieuse en raison des attaques des partis de droite contre le ministre constitutionnel et libéral que s'est affirmé avec force au cours de ces derniers temps, M. Stolypine, et il concluait : « L'extrême droite annonce déjà sa victoire, mais il est prématuré d'y croire; il convient d'attendre l'attitude du pouvoir suprême au sujet des lois libérales, notamment la loi sur la liberté de religion, qui vont être soumises à la ratification. Si elles sont frappées également de veto, il est certain que ce serait la ruine de M. Stolypine et la victoire de ses ennemis; dans le cas contraire, la situation du premier ministre s'affaiblira plus forte que jamais, car à la suite de la campagne acharnée menée contre lui, sa victoire serait éphémère et décisive. » René MARCHAND.

Le nouveau président de la République de Panama a adressé avant-hier à M. Philippe Bunau-Varilla le télégramme suivant :

Je vous remercie pour la part que vous prenez au deuil que cause la mort du président Amador. Les souvenirs que vous évoquez ont provoqué l'émotion générale. Ce n'est pas sans raison que vos services féconds resteront gravés dans la mémoire de notre peuple, associés à l'œuvre grandiose du canal. Les honnis d'Amador qui vous ont accusé de trahison, de trahison, de la gratitude nationale leur donne le titre de bienfaiteurs de Panama. — OBALDIA.

L'ancien ingénieur en chef de la Compagnie française de Panama, en réponse à cette dépêche, lue hier, a télégraphié au président Obaldia :

La noble expression que donne votre Excellence aux sentiments généraux du peuple de Panama pour ceux qui ont consacré leur vie à grands intérêts, est une marque de la reconnaissance de la nation qui constitue la plus haute récompense du devoir accompli. La grandeur des nations se mesure non par la place qu'elles occupent sur la carte, mais par la grandeur des services qu'elles rendent au monde. Panama aura bien mérité de la collectivité humaine. — Philippe BUNAU-VARILLA.

En Turquie

Constantinople, 14 mai.

Le Sultan est allé aujourd'hui faire ses devoirs hebdomadaires à la mosquée de Sénan-pacha, à Bechtichatchi, où il s'est rendu, en compagnie de Ghazi Montkar-pacha, dans une voiture qui marchait lentement, ce qui lui a permis de saluer la population qui faisait la haie, et dans laquelle se trouvaient de nombreuses femmes turques.

Le conseil de guerre a condamné aux travaux forcés le docteur Reuzi, propriétaire d'un journal, qui était inculpé d'excitation à la rébellion.

et finalement le projet relatif aux Conseils de guerre reste inscrit au feuilleton, au moins jusqu'à lundi.

Pas-Perdus.

LES FÊTES DE JEANNE D'ARC

Le triduum de Notre-Dame
Une manifestation grandiose

Plusieurs quartiers de Paris ont pavés hier, à l'occasion du triduum de Jeanne d'Arc, qui s'est ouvert dans la matinée, à Notre-Dame.

Le quartier de l'Etoile, la Plaine-Monceau, le faubourg Saint-Honoré avaient leurs fenêtres garnies de drapeaux — parmi lesquels nous avons noté quelques étendards fleurdelisés.

L'intérieur de la Notre-Dame était magnifiquement décoré.

Devant le maître-autel, sur un haut piédestal, une statue de Jeanne d'Arc, auprès de laquelle une bannière, brodée par les Femmes de France. Dans la nef, d'autres bannières, évoquant chacune quelque victoire : la bataille de Saint-Loup, 1429 ; les Angustines, les Tournelles, Jargeau, Meung-sur-Loire, Beaugency, Patay, Juvilly, Troyes, Reims, Paris, Saint-Pierre-le-Moutier, etc.

Mgr Amette, archevêque de Paris, après avoir officié, a prononcé une éloquentة allocution, dans laquelle il a rappelé qu'il y a quatre semaines, au centre même de la catholécité, soixante-dix évêques et cinquante mille fidèles acclamaient la Bienheureuse.

Dien, a-t-il ajouté, qui a suscité Jeanne d'Arc pour la défense de la Foi et de la Patrie, nous accordera par son intercession et nos prières que la France triomphe des embûches de ses ennemis et renaissse encore à la Foi.

Pendant la messe, la maîtrise de Notre-Dame, dirigée par l'abbé Renault, et les orgues tenues par MM. Vienne et Serre, ont exécuté le *Veni Creator* en plainchant ; la *Jeanne d'Arc*, de Gounod ; le chant militaire à Jeanne d'Arc, de Widor ; le *Regina*, de Sveclek ; le *Panis angelicus*, de M. l'abbé Peruchot, et la cantate *O Sion*, de Bach.

Un incident : Au moment de la communion on dut expulser un prêtre interdit qui essayait de troubler la cérémonie. Celle-ci s'est d'ailleurs terminée au milieu d'un grand recueillement.

Une grandiose manifestation a marqué la soirée à Notre-Dame. Une grande foule s'était portée à l'église pour entendre le panegyrique de la nouvelle sainte que devait prononcer le P. Janvier ; mais l'église était trop petite pour la contenir et plusieurs milliers de personnes restèrent groupées sur la place du Parvis. Au moment de la bénédiction, une immense clameur s'éleva et tous les assistants entonnèrent en chœur le *Magnificat*.

M. Touny, craignant une contre-manifestation, avait fait établir un service d'ordre par les brigades de réserve, mais aucun incident ne se produisit, et, à onze heures, la place du Parvis avait recouvré son habituel silence.

La journée d'aujourd'hui est destinée aux religieuses, aux dames et aux œuvres de jeunes filles. Demain, office capitulaire et messe pontificale.

Les fêtes de Compiègne

Nous avons parlé des fêtes splendides qui se préparent en ce moment à Compiègne.

Et pourtant, on en parle partout depuis quelques jours. Il n'est question que de cela dans les salons parisiens, et là-bas.

Quand un homme de goût, aussi actif, aussi moudan que M. Robert Fournier-Sarlovèze, le jeune maire de Compiègne se mêle d'organiser des solennités publiques, cela ne peut être que très bien.

D'abord le cadre est merveilleux. Mettez au milieu de tout cela des hommes d'armes, des chevaliers, des échevins, des bourgeois, une foule en costumes du temps de Charles VII et de Jeanne d'Arc. Formez-les en cortège pour quelque défilé, pour une « entrée », par exemple, comme « l'entrée royale » qu'on vit là même, il y a quatre siècles. Rangez les chevaliers pour un tournoi, les « damoiselles » pour une cour d'amour. Et vous aurez un spectacle unique, une tranche d'histoire, une évocation merveilleuse, vivante.

M. Robert Fournier-Sarlovèze a choisi de préférence dans les familles que l'on citait déjà au quinzième siècle. Il ne pouvait pousser plus loin le souci de la couleur locale et de la vérité !

Quant aux armes et aux costumes que porteront ces figurants, on en empruntera une partie à des collections particulières. Le reste est confié à l'art précis du maître Pinchon, le dessinateur de l'Opéra.

On a noté enfin, dans les archives, d'après des manuscrits et des enluminures, les aspects des divers groupements, leur ordre, leur marche.

Pour l'aider dans l'organisation des fêtes de Compiègne, et pour surveiller avec lui la correction et le goût qu'il importe de leur assurer, M. Robert Fournier-Sarlovèze a obtenu le concours d'une incomparable collaboration.

Dans son comité d'honneur, nous relevons les noms suivants :

Marquis d'Albuerne, princesse Pierre d'Arenberg, comtesse d'Esclapart, d'Hust, duchesse d'Estillac, princesse A. de Faucigny-Lucinge, marquise de Ganay, duchesse de Gramont, duchesse de Guiche, comtesse d'Haussonville, Mmes Georges Hersent, Henri Hottinguer, duchesse de La Mothe-Houdancourt, duchesse de Laynes, marquise de Mac-Mahon, Mme Georges Méhler, duchesse de Noailles, princesse de Poix, baronne Reille, duchesse de Rohan, comtesse Gérard de Rohan-Chabot, Mmes Henri Schneider, la vicomtesse Robert de Villeneuve-Bargemon et Henri de Wendel ;

Marquis de L'Aigle, vicomte d'Arjuzon, Maurice Barthe, général Barry, général Baudens, comte de Béthune, J.-O. de Bréville, général baron de Charette, duc de Brissac, comte Maurice de Cossé-Brissac, baron Crené de Lessier, baron Denys-Cochin, Edouard Detaille, vice-amiral baron Duperré, général marquis d'Espéville, comte de Galar, vicomte d'Harcourt, général Jacquin, marquis de Juigné, comte de Kersaint, comte Guy de La Rochefoucauld, prince de La Tour d'Auvergne-Lauraguais, Lefèvre-Pontalis, duc de Lorge, comte de Ludre, vice-amiral comte de Maistre, marquis de Malleville, S. A. le prince Murat, comte M. Pillet-Will, comte de Puget, comte de Reilhac, Robida, général baron de Sancy de Rolland, marquis de Ségur, duc de Vienne.

Et à la tête de ce comité sont, comme nous le disions l'autre jour, Mme la du-

chesse d'Uzès, S. Em. Mgr Douais, évêque de Beauvais, et M. Alfred Mézières.

Enfin, les collaborateurs actifs de tous les instants qui, avec M. Robert Fournier-Sarlovèze, préparent les fêtes de Jeanne d'Arc, sont MM. le baron de Bonnauld d'Houté, le comte J. de Bréda, Poilane, R. de Baillencourt-Courcel, P. Daussy, G. de Moussac, le baron de Seroux et de Trémisot.

Prévoit-on maintenant l'éclat que de pareils concours promettent aux fêtes de Compiègne, conçues, préparées, ordonnées avec un tel souci de beauté ?

Ch. Dauzats.

La location des places pour le tournoi de chevalerie, qui aura lieu à Compiègne le 23 mai, se trouve dès à présent terminée.

Les quelques places numérotées qui restent, ainsi que toute la location pour la réédition de la fête, qui aura lieu le 30 mai, se fera au bureau des théâtres du Grand-Hôtel, boulevard des Capucines.

Les excursionnistes trouveront les cartes de promenoir et de pelouse à leur arrivée à Compiègne.

Orléans se prépare à rendre un nouveau et solennel hommage à Jeanne d'Arc.

C'est à l'occasion du congrès national de l'Association catholique de la jeunesse française, convoqué dans cette ville et auquel les adhésions affluent de tous les points de la France, qu'Orléans se mettra encore une fois en fête les 21, 22 et 23 mai pour honorer la Sainte de la Patrie.

A L'INSTITUT

ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française, qui ne tiendra pas séance jeudi prochain, en raison de l'Ascension, et qui, le jeudi suivant, aura deux élections à faire pour remplacer le cardinal Mathieu et Victorien Sardou, s'est hâtée d'en finir avec ses prix, dont l'attribution était d'ailleurs depuis longtemps arrêtée. Et voici son palmarès :

Prix de Jost (2,000 francs), au commandant Levant, pour son livre intitulé : *La découverte des grandes sources du Centre de l'Afrique*, découverte faite, on le sait, par le célèbre explorateur, auteur de ce livre.

Prix de Joly (1,400 francs) à M. Benjamin Vallston, pour son livre *La Famille Profite*.

Prix Jules Favre (1,000 francs), à Mme Reynès-Monlaup, pour son livre *Jérusalem*.

Prix Furtado (1,000 francs), à M. Rivoltet pour *La Dentelle de Thermidor*.

Prix Sobrier Arnould (2,000 francs), partagés entre M. Guénin (*Dupleix*) et M. J. Lionnet (*Les Français au Canada*).

Prix Juteau-Duvigneaux : 1,500 francs au R. P. Mortier ; deux récompenses de 500 francs chacune à Mme Henriette Dacin et à M. l'abbé J. Pagnier.

Prix Fabien (3,200 francs) partagé entre MM. Bellom, René Lavallée, Weber et Mme Bazou.

Prix Charles Blanc (2,400 francs) partagé entre MM. Gustave Clausse, Louis Hourticq, Meininger et Peladan.

Prix Montyon littéraires : sept prix de 1,000 francs à MM. Ferdinand Bac, Baumann, Boulac, l'abbé Boutard, Deherme, Estève et Frémeaux ; et vingt-trois prix de 500 francs à M. Besnier, Boule, Noël Charavay, P.-G. Charpentier, Choppin d'Arnoville, Couderc de Foulongue, Davenne, Delplanque, Estang, Florent-Matter, Gallier, Gay, Lapaire, Lemoine, de Lichtenberger, de Malleray, Migeon, Nisson, E. Psichari, Rivaud, Suau, Tanet, Maurice Vaucaire, Vernières.

Ch. D.

Une Mystérieuse affaire

Grosse affaire, hier soir, vers cinq heures, au Palais de justice. Après une longue conférence avec le procureur de la République, M. André, juge d'instruction, faisait appeler à son cabinet M. Hamard, chef de la Sûreté, et M. Blot, sous-chef.

Il manda ensuite M. Berthelot, commissaire aux délégations judiciaires, et après un entretien de quelques minutes, tous les quatre paraissent pour une destination inconnue.

Les commentaires les plus divers ne tardèrent pas à circuler. On prétendait que le gouvernement venait d'apprendre d'une façon certaine que le mouvement syndicaliste actuel était encouragé et soutenu par l'or d'un prétendant... C'était pour procéder à des perquisitions que les magistrats étaient partis en un tel apparat. Les perquisitions en effet devaient avoir lieu chez des personnages importants très connus...

Mais la créance ajoutée à ce racontar dura peu. D'après les quelques vagues indications qu'il fut possible de réunir, on put arriver à cette conclusion qu'il s'agissait de poursuites contre un haut fonctionnaire qui, disait-on, aurait abusé de sa situation pour procurer à des tiers, moyennant rétribution, certains avantages. La plainte, adressée au ministère de la justice, avait, ajoutait-on, été transmise dans la journée au Parquet du procureur général, qui avait pris les mesures nécessaires.

Quant au personnage visé, on gardait à son sujet la discrétion la plus absolue. On affirmait cependant que cette affaire, destinée à faire du bruit, n'avait aucun rapport ni avec celle du ministère de la marine ni avec l'administration des postes.

En effet, voici ce que, dans la soirée, nous avons pu savoir :

Un individu, récemment condamné, a déposé à la chancellerie une plainte dans laquelle il dit qu'on lui avait promis une remise de peine moyennant une somme d'argent. Il avait versé la somme demandée et il n'avait obtenu aucun résultat. Il prétendait donc avoir été victime d'une escroquerie.

Une enquête fut ordonnée et révéla que plusieurs personnes se trouvaient dans le même cas que le plaignant. Il y avait une sorte d'agence organisée pour rechercher les gens poursuivis ou condamnés et leur promettre, moyennant finances, un acquittement ou une atténuation de peine. Les recouvreurs de cette agence se vantaient de faire obtenir ces faveurs grâce à la connivence intéressée du capitaine X, bien placé pour cela par ses fonctions spéciales.

Mentalement en abusant du nom de cet officier, on a-t-il réellement été leur complice ? C'est ce que l'instruction qui vient d'être ouverte aura à établir.

DANS LA MARINE

Une explosion à bord du « Suffren »

Toulon, 14 mai.

Une explosion provoquée par l'approche d'une lampe d'un mélange d'essence et de matières inflammables, s'est produite, ce soir, dans la chambre des machines du croiseur cuirassé *Suffren*, causant à bord une vive émotion.

Le second maître mécanicien Salom a été brûlé à la tête et sur toutes les parties du corps. Il a été transporté à l'hôpital maritime dans un état désespéré.

Le transport « Charente » échoué

Toulon.

Le transport de l'Etat *Charente*, chargé de la réparation des câbles sous-marins, s'est échoué cet après-midi à l'entrée du port de la Seyne et se trouve dans une position critique. Le puissant remorqueur *Goliath* envoyé pour le renflouer a fait de vaines tentatives et les nouveaux efforts ont dû être ajournés à demain.

LES COLONIES

La colonne Gouraud dans l'Adrar

Un cablogramme du 12 mai du gouverneur général de l'Afrique occidentale vient d'apporter au ministère des colonies les dernières informations relatives aux opérations de la colonne Gouraud dans l'Adrar. Il en ressort que la pacification du pays est à peu près complète.

Le colonel Gouraud est installé dans la zone de pâturages de Tizegui, au sud-ouest d'Atlas, entouré de trois fractions de tribus guerrières sbumises.

Le commandant Claudel est à Oudjeft.

Seules les bandes de Ma-el-Afinin, le fameux chef des hommes bleus, qui lors de l'occupation de Casablanca devait jeter nos troupes à la mer, poursuivent une résistance active. Une de ces bandes a attaqué au sud de Tizegui, à Rhaserent, un détachement composé d'une compagnie et de soixante gendarmes auxiliaires maures. Après un violent combat, l'ennemi a été mis en fuite, laissant onze tués sur le terrain et en emportant nombre d'autres ainsi que les blessés.

De notre côté, nous avons malheureusement à déplorer la perte du capitaine Bablon, tombé en se prodiguant pour maintenir ses hommes dans le combat de nuit. Nous avons eu en outre deux tirailleurs tués et douze blessés.

Congrès national des Mineurs

Lens, 14 mai.

Réuni cet après-midi en séance plénière, le congrès des mineurs s'est occupé à peu près exclusivement de la question des pensions de retraite, proposant des modifications à l'admission au bénéfice du caillion du mineur, à la répartition et à la composition des commissions qui en sont chargées ; demandant le droit pour les caisses de secours d'acquiescer des immeubles pour y établir des œuvres utiles.

Le congrès a ensuite adopté le minimum de salaires par région, la suppression de la loi sur la saisie-arrest et la création d'inspecteurs ouvriers qui seraient les délégués mineurs pour les travaux extérieurs.

AFFAIRES MILITAIRES

Etat-major général de l'armée. — Le général de division Blanc, commandant le 9^e corps, a été nommé à la tête du régiment de brigade Duboc, commandant la 1^{re} brigade d'infanterie, sont placés, à dater d'aujourd'hui, dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

Le général Blanc est né à Nay (Basses-Pyrénées) en 1844. Nommé au 3^e zouaves, à sa sortie de Saint-Cyr, le lieutenant Blanc fut blessé à la bataille de Freschviller d'un éclat d'obus qui lui fit perdre l'œil droit. Prisonnier en Allemagne, il s'évada et prit part aux derniers combats de l'armée de l'Est. Avant d'être placé à la tête du 9^e corps, le général Blanc avait commandé le 16^e corps à Montpellier.

Le général Blanc est grand officier de la Légion d'honneur.

LES REVUES

Sommaire de la Revue des Deux Mondes (livraison du 15 mai 1909) : Le Soufflet de Bismarck, par M. Emile Olivier, de l'Académie Française ; *Pierre et Thérèse*, dernière partie, par M. Marcel Prévost ; « Les Elites orientales, Juifs et Chrétiens », par M. Louis Bertrand ; « Un critique homme du monde au dix-septième siècle », par M. Emile Faguet, de l'Académie Française ; « Les Peintres de la nuit et les Salons de 1909 », par M. Robert de La Sizeranne ; « Les Etats-Unis et le panaméricanisme », par M. Achille Vialat ; Revue littéraire : « Les Premiers écrivains de Plautus », par M. René Douma ; de l'Académie Française ; Revues étrangères : « Deux nouveaux conteurs russes : MM. Andréïef et Artisibach », par M. T. de Wysewa ; Chronique de la quinzaine, Histoire politique, par M. Francis Charmes, de l'Académie Française ; Bulletin bibliographique.

LA JOURNÉE

Obsèques : M. Jules Hollier-Larousse, éditeur (temple de l'Oratoire, 1 h. 3/4, et cimetière Montparnasse).

Assemblée générale : L'Œuvre de la presse pour tous, fondée par Mme Taïne, sous la présidence de M. Sabatier (salle d'Horticulture, 84, rue de Grenelle, 3 heures).

Le Syndicat de la Fédération française des voyageurs de commerce, assemblée extraordinaire (25, faubourg Saint-Martin, 8 h. 1/2).

Expositions : Ouverture de l'Exposition rétrospective de Bagatelle (Bagatelle, 10 heures).

Ouverture du « Palais-Salon » (cercle de la Librairie, 117, boulevard Saint-Germain, 2 heures).

Ouverture de l'exposition de produits textiles des colonies et pays de protectorat (Palais-Royal, galeries d'Orléans).

La bienfaisance : Représentation de gala au bénéfice des pauvres de Paris, sous le patronage de la colonie argentine de Paris (Trocadéro).

Vente annuelle de la Société de charité maternelle de Paris, fondée en 1784 (Galeries des Champs-Élysées, de 2 heures à 6 heures).

Visite de l'ancien hôtel de Sagan (dernière journée) au profit des Œuvres de la protection de la jeune fille et des maisons de famille pour jeunes filles isolées (57, rue Saint-Dominique, de 10 heures à 6 heures).

Réunions : La Confédération générale de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; la Loi sur le repos hebdomadaire et les commerces de l'alimentation (palais Bonvalet, boulevard du Temple, 8 h. 1/2).

La Ligue sociale d'acheteurs de Paris, le Travail de nuit des boulangers et les responsabilités de la clientèle (38, rue Serpente, 8 h. 1/2).

L'Œuvre de la tuberculose humaine, soirée artistique à l'occasion de l'assemblée générale (mairie du dixième arrondissement, 8 h. 1/2).

Cours et conférences : Conférence de la Société végétarienne : Mme le docteur Sosnowska ; « Sur le Jeune », et M. le docteur Ed. Lévy ; « La Médecine, le médecin et le malade » (8, rue d'Athènes, 8 h. 1/2).

M. l'abbé Serillanges : « Les Grandes Figures de l'art religieux : Fra Angelico » (484, boulevard Saint-Germain).

M. Pierre Hamel, de l'Odéon : « Les Vieux Dames sur les retraites ouvrières », d'après l'écrivain social catalan Ignasi Iglesias (157, faubourg Saint-Antoine, 8 h. 1/2).

Un mort tragique

Angers. — On a trouvé ce matin, à Morannes, sur les rails du chemin de fer, le corps du capitaine Dornin, du 125^e de ligne. Les bras coupés, la cervelle à nu, il avait été broyé par l'express de 3 h. 30.

On croit à un suicide à la suite d'un accès de fièvre chaude.

Argus.

LES THÉÂTRES

Théâtre de l'Opéra : rentrée de M. Rousselière dans la *Valkyrie*. — Théâtre de la Gaîté : reprise du *Prophète*.

La longue absence de M. Rousselière n'a pas servi seulement sa renommée, elle a mûri son talent. Lorsqu'il quitta l'Opéra, il était qu'un chanteur doué le plus heureusement du monde : le chanteur est devenu parfait, l'artiste a conquis sa personnalité ; M. Rousselière est aujourd'hui un tragédien lyrique complet. Sa rentrée dans *Siegfried* de la *Valkyrie* a été extrêmement brillante. Il donne au personnage une jeunesse, une ardeur, un lyrisme si convaincants qu'il a facilement provoqué l'enthousiasme de la salle.

Mlle Borge, aux côtés de ce Siegmund remarquable, a été une héroïque Brünnhilde ; elle a traduit ce rôle, périlleux entre tous, avec beaucoup de flamme et d'intensité expressive ; son succès personnel a été très vif.

M. Delmas fait grande figure, suivant sa coutume dans Wolan ; les huit Valkyries sont excellentes. M. Journet, Méphisto remarquable dans *Faust* est ici un superbe Hunding et Mlle Hatto est délicieuse dans *Sieglinde*.

L'orchestre était conduit par M. Messager, ce qui dispense de tout commentaire inutilement laudatif.

Le théâtre de la Gaîté a donné hier une sensationnelle représentation du *Prophète*. Mme Delna et M. Alvarez en étaient les principaux interprètes. Choix excellent au point de vue vocal. Mme Delna déploie dans *Fidès* les trésors d'une des plus belles voix qui furent jamais et le personnage de Jean est sans doute le rôle qui convient le plus parfaitement au talent de M. Alvarez.

Robert Brussel.

Gazette des Tribunaux

NOUVELLES JUDICIAIRES

Sur plaidoirie de M^e de Saint-Auban, la 1^{re} Chambre du Tribunal, présidée par M. Tassard, a donné, hier, maintevenue du conseil judiciaire, dont il y a dix-sept ans, avait été muni M. Silvain, le distingué sociétaire de la Comédie-Française.

Devant la 4^e Chambre du Tribunal, un mari, justicier pratique, réclame actuellement, pour adultère, à sa femme, dont il est séparé de corps, et au complice de celle-ci, solidement, 45,000 francs de dommages-intérêts.

A huiaine pour la continuation des débats.

Les parties en cause sont représentées, à la barre, par M^e Sandoz, François Ducuing et Henry Bréal.

Deux cambrioleurs, Auguste Journaud et Jean Gallinot, qui, dans la nuit du 5 novembre dernier, ont mis à sac, 5, rue François-I^{er}, l'hôtel de M. White, ambassadeur des Etats-Unis, viennent d'être condamnés par la Cour d'assises de la Seine, chacun à quinze ans de travaux forcés.

(PAR DÉPÊCHE DE NOTRE CORRESPONDANT)

Reims. — Le cambrioleur Kalbert. — La Cour d'assises de Reims a condamné, ce soir, à huit ans de travaux forcés et vingt ans d'interdiction de séjour, Emile Oréoch, dit Kalbert. Né à Budapest, acrobate de cirque, Kalbert était accusé de trente-trois cambriolages commis principalement dans les caisses d'épargne, les banques et les bijouteries à Vichy, Nevers, Meaux, Château-Thierry, Troyes, Vesoul, Belfort, Dijon, Fontainebleau, Châlons-sur-Marne et Chaumont.

AVIS DIVERS

GANT PERRIN
45, AVENUE DE L'OPÉRA, 45
RAYON SPECIAL POUR HOMMES

DECOLORATION A SEC des cheveux blancs R par la *POUDRE CAPILLUS* de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

UN INCIDENT D'AUDIENCE

Un incident s'est produit hier au cours de l'audience de la justice de paix du neuvième arrondissement.

Un avocat plaidait une cause banale, quand tout à coup, il alléguait qu'une jeune femme, témoin dans le procès, fréquentait assidûment les music-halls. Le témoin franchit alors la barre, et avant qu'on eût le temps d'intervenir, appliqua deux formidables gifles au jeune maître.

L'incident s'est terminé au commissariat du quartier du faubourg Montmartre, où procès-verbal a été dressé.

INCENDIES

Le feu s'est déclaré l'avant-dernière nuit, à quatre heures et demie, dans le cirque Zafetta, installé depuis quelques jours place de la Mairie, à Asnières.

Les chevaux et le matériel ont pu être sauvés.

Un incendie s'est déclaré hier, 134 bis, rue de Charenton, dans un magasin d'articles de ménage. Le magasin a entièrement brûlé, malgré les efforts des pompiers de la caserne Chaligny.

Jean de Paris.

TÉLÉGRAMMES & CORRESPONDANCES

Grève d'équipages

Marseille. — Le courrier postal d'Egypte *Egyptaire*, des Messageries maritimes, qui, pour un incident réglé, était sur le point de partir avec plusieurs heures de retard, ne put lever l'ancre, un nouvel incident étant survenu à bord au moment du départ.

En effet, les garçons de restaurant, se joignant à leurs camarades de l'équipage, quittèrent à leur tour le bord, réclamant également leur part de la grève.

Ce matin, de nouvelles entrevues ont eu

lieu entre les représentants des inscrits, l'administration de la marine et la direction des Messageries maritimes, mais le conflit n'ayant pu être solutionné, l'*Equateur* n'a pas encore appareillé.

A midi, l'équipage du cargo-boat *Malapan*, de la même Compagnie, qui allait lever l'ancre pour Londres, a déclaré subitement qu'il se solidariserait avec l'équipage de l'*Equateur* et s'est débarqué.

Un mort tragique

Angers. — On a trouvé ce matin, à Morannes, sur les rails du chemin de fer, le corps du capitaine Dornin, du 125^e de ligne. Les bras coupés, la cervelle à nu, il avait été broyé par l'express de 3 h. 30.

On croit à un suicide à la suite d'un accès de fièvre chaude.

Argus.

LES THÉÂTRES

Théâtre de l'Opéra : rentrée de M. Rousselière dans la *Valkyrie*. — Théâtre de la Gaîté : reprise du *Prophète*.

La longue absence de M. Rousselière n'a pas servi seulement sa renommée, elle a mûri son talent. Lorsqu'il quitta l'Opéra, il était qu'un chanteur doué le plus heureusement du monde : le chanteur est devenu parfait, l'artiste a conquis sa personnalité ; M. Rousselière est aujourd'hui un tragédien lyrique complet. Sa rentrée dans *Siegfried* de la *Valkyrie* a été extrêmement brillante. Il donne au personnage une jeunesse, une ardeur, un lyrisme si convaincants qu'il a facilement provoqué l'enthousiasme de la salle.

Mlle Borge, aux côtés de ce Siegmund remarquable, a été une héroïque Brünnhilde ; elle a traduit ce rôle, périlleux entre tous, avec beaucoup de flamme et d'intensité expressive ; son succès personnel a été très vif.

M. Delmas fait grande figure, suivant sa coutume dans Wolan ; les huit Valkyries sont excellentes. M. Journet, Méphisto remarquable dans *Faust* est ici un superbe Hunding et Mlle Hatto est délicieuse dans *Sieglinde*.

L'orchestre était conduit par M. Messager, ce qui dispense de tout commentaire inutilement laudatif.

